

UNIVERSITÉ MARIE & LOUIS PASTEUR

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

UNIVERSITÉ MARIE ET LOUIS PASTEUR
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25030 BESANCON CEDEX
☎ 03.81.66.50.80

✉ service.marches@univ-fcomte.fr

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Accord-Cadre

OBJET DU MARCHÉ :

Maintenance des transformateurs électriques de l'Université Marie et Louis Pasteur – Sites de Besançon, Belfort et Montbéliard

Procédure de Consultation utilisée : Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-1, R2124-1, R2124-2-1°, R2161-2, R2161-3-2°, R2161-5, R2162-2 à R2162-5 et R2162-1 du Code de la Commande Publique.

Table des matières

Article 1 – PRÉAMBULE	5
Article 2 – DURÉE DE L'ACCORD CADRE	6
Article 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE	6
3.1 - Dispositions générales pour les bons de commandes exceptionnels hors maintenance obligatoire.....	6
3.2 - Le contenu du bon de commande exceptionnel.....	6
3.3 - La modification ou l'annulation des bons de commande exceptionnels	7
3.4 - Les prestations de l'accord cadre	8
3.5 - Délais d'exécution des prestations notifiées	8
3.6 - Représentation des intervenants de l'accord-cadre.....	8
3.6.1 – Personne publique	8
3.6.2 - Représentation du titulaire	8
3.6.3 - Représentation du service bénéficiaire.....	9
3.6.4 - Remplacement des intervenants du titulaire	9
Article 4 – PIECES CONTRACTUELLES	10
Article 5 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	11
Article 6 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	11
6.1 - Rappels	11
6.2 - Obligations générales	11
6.3 - Représentation du titulaire	11
6.4 - Obligation de conseil auprès du service bénéficiaire.....	12
6.5 - Obligation de confidentialité.....	12
ARTICLE 7 – AUTRES OBLIGATIONS	13
7.1 - Stockage, emballage, transport.....	13
7.2 - Obligation de résultat.....	13
7.3 - Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption	13
7.4 - Responsabilité du titulaire	13
7.5 - Environnement et protection des droits fondamentaux des travailleurs	14
7.6 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	14
7.7 - Autres obligations relatives au personnel.....	15
7.8 - Prestations à prix forfaitaire exceptionnel (hors maintenance obligatoire).....	16
7.9 - Obligations propres au personnel du titulaire.....	16
7.9.1 Responsabilité du titulaire vis à vis de son personnel	16
7.9.2 - Accès aux locaux et normes de sécurité	17
7.9.3 - Liste nominative du personnel.....	17

7.9.4 - Hygiène et sécurité	17
7.9.5 - Plan de prévention	19
Article 8 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION	19
8.1 - Accès aux sites	19
8.2 - Constatation de l'exécution des prestations	19
8.2.1 Opérations de vérification	19
8.2.2 - Vérifications qualitatives	20
8.2.3 - Décision après vérifications	20
Article 9 – SUIVI DES PRESTATIONS ET VERIFICATIONS	20
Article 10 – MODIFICATIONS DU CONTRAT	21
Article 11 – PÉNALITÉS	22
Article 12 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MESURE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	24
12.1 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	25
12.2 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur	25
12.3 - Prolongation du délai d'exécution des prestations	26
12.4 - Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	26
12.5 - Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande	27
12.6 - Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat	27
12.7 - Demandes indemnitaires	27
12.8 - Modalités de communication en cas de crise sanitaire	27
Article 13 – RÉSILIATION	28
Article 15 – RÉGIME FINANCIER	28
15.1 - Forme et évolutions des prix	28
15.2 - Application de la TVA	29
15.3 - Contenu des prix des prestations de maintenance	29
15.4 - Variation des prix	30
15.4.1 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre	30
15.4.2 - Périodicité de la révision des prix de l'accord-cadre	30
15.4.3 - Initiative de la révision des prix de l'accord-cadre	30
15.4.4 - Liquidation de la révision des prix de l'accord-cadre	30
15.4.5 - Formule de la révision des prix de l'accord-cadre	30
15.4.7 – Clause butoir	31
15.4.8 – Clause de sauvegarde	31
Article 16 – MODALITES DE REGLEMENT	31

16.1 - Avance	31
16.2 - Retenue de garantie et cautionnement.....	32
16.3 - Règlement des comptes.....	32
16.3.1 - Facturation des prestations de maintenance préventive obligatoire.....	32
16.4 - Modalités de facturation	32
16.5 - Contenu de la facture	33
16.6 - Délai de paiement	34
16.7 – Réfactions.....	35
16.8 - Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	36
16.9 - Nantissement et cession de créance	36
Article 17 – DISPOSITIONS DIVERSES	36
17.1 - Forme des notifications et des informations.....	36
17.2 - Langue	37
17.3 - Sous-traitance.....	37
17.4 - Assurances.....	38
17.4.1-Communication des attestations d'assurance	38
17.4.2 - Dispositions générales	39
17.4.3 - Assurances de responsabilité civile de droit commun	39
17.5 - Autres obligations administratives	39
17.6 - Transmission des attestations fiscales et sociales.....	40
17.7 - Redressement ou liquidation judiciaire	41
17.8 - Secret des affaires	41
17.9 - Différends	42
17.10 - Litiges et contentieux.....	42
Article 18 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	42
Article 19 – Protection des données à caractère personnel	42

Article 1 – PRÉAMBULE

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations relatives la réalisation de prestations de maintenance des transformateurs électriques de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Le marché public **n'est pas alloti** car il s'agit d'une prestation unique et homogène.

Les prestations contenues dans cet accord-cadre sont détaillées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'établissement public concerné par cet accord-cadre est l'Université Marie et Louis Pasteur. Le contrat sera établi entre l'Université Marie et Louis Pasteur, maître de l'ouvrage et le titulaire.

Pour l'application du présent marché, l'interlocuteur de l'Université Marie et Louis Pasteur est la direction du patrimoine immobilier (DPI).

Contact : 03.81.66.66.71 patrimoine@univ-fcomte.fr

David Boyard (Chargé d'opérations immobilières) :

06.58.26.43.65 david.boyard@univ-fcomte.fr

Cet accord-cadre porte sur des prestations de services des codes CPV suivants :

Codes CPV	Intitulés
50532200-5	Services de réparation et d'entretien de transformateurs

Cet accord-cadre s'exécute sur la base de bons de commande sans minimum qui sont adressés par les services bénéficiaires au titulaire du lot.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum de **29 166.67 € HT soit 35 000.00 € TTC par an.**

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Chaque service bénéficiaire, pour ce qui le concerne, émet directement ses bons de commande et s'assure de la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre.

Les services bénéficiaires et les lieux d'exécution des prestations sont définis dans l'annexe n°1 du CCTP « listing transformateur.. ». Cette liste est susceptible d'évoluer au cours du marché notamment en cas de modifications de sites (ajout ou retrait de sites) ou de changement de la liste d'équipements à maintenir à l'intérieur d'un site déjà intégré au marché (ajout ou retrait de transformateurs à l'article 10 du présent C.C.A.P).

Périmètre : les prestations du marché concernent la maintenance des transformateurs électriques de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Article 2 – DURÉE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire. La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire.

Chaque service bénéficiaire rejoint l'accord-cadre à l'échéance de son contrat actuel. La date d'entrée dans le marché est la date de notification du présent marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de **trois ans** à compter de la prise d'effet du marché après notification au titulaire.

Cet accord-cadre pourra faire l'objet d'une reconduction tacite d'une durée d'**un an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse dépasser 4 ans.**

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de non-reconduction.

Article 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE

3.1 - Dispositions générales pour les bons de commandes exceptionnels hors maintenance obligatoire

Le présent accord-cadre s'exécute sur la base de bons de commande sans montant minimum adressés par les services bénéficiaires au titulaire uniquement pour les prestations hors maintenance obligatoire par l'ascensoriste.

3.2 - Le contenu du bon de commande exceptionnel

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande pour les prestations hors maintenance obligatoire par le titulaire (exceptionnels) qui sont établis par chaque service bénéficiaire qui s'assure de la bonne exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre.

Le bon de commande précise les caractéristiques et les modalités d'exécution en complément des stipulations de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande mentionne notamment :

- la date d'émission du bon de commande et son numéro (ce numéro correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées jointes en annexe
- le prix correspondant hors taxes (H.T) et toutes taxes comprises (T.T.C)
- le montant total H.T et T.T.C du bon de commande

Chaque service bénéficiaire notifie ses bons de commande au titulaire, par tous moyens permettant d'en accuser date de réception certaine.

Chaque bon de commande est adressé par mail ou courrier. En cas de transmission du bon de commande par mail, le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande, par retour de mail.

Le courriel utilisé pour notifier le bon de commande sera envoyé aux interlocuteurs désignés par le titulaire ou sur la boîte mail générique indiquée par le titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa **date de notification**, sauf stipulation contraire du présent accord-cadre, ou mention spécifique portée par les services bénéficiaires dans leurs bons de commande.

La durée d'exécution des bons de commande (hors maintenance préventive) ne peut excéder **de plus de trois mois** le terme de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est adressé appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service bénéficiaire dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler au service bénéficiaire une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG FCS.

Les commandes ne pourront porter que sur des prestations identifiées dans le marché par le biais de la DPGF. Les bons de commande ne sauraient avoir pour objet ou pour effet de modifier le contenu du contrat. Les bons de commande constituent des décisions unilatérales de l'administration.

Le titulaire qui livrerait une prestation en l'absence d'un bon de commande régulier se verra refuser le paiement sans aucune indemnité. La situation ne pourra être régularisée par un bon de commande postérieur à la livraison.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

3.3 - La modification ou l'annulation des bons de commande exceptionnels

Un bon de commande peut être annulé par le service bénéficiaire, par tout moyen permettant d'en attester la date réception, notamment pour les motifs suivants :

- erreur de commande (transformateur inexistant)
- fermeture définitive d'un site
- travaux de rénovation de longue durée

Dans ces cas, la prestation est arrêtée de manière définitive.

Un bon de commande peut être modifié dans les cas suivants :

- ajout ou retrait d'équipement par le service bénéficiaire
- travaux de courte durée commandés par le service bénéficiaire à un autre prestataire

Dans ce cas, l'annexe au bon de commande décrivant la nature de la prestation et les quantités demandées est actualisée et notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

A l'exception d'une erreur de commande (transformateur inexistant), le trimestre en cours au moment de la notification du bon de commande portant annulation ou modification est dû au titulaire.

A l'expiration de ce trimestre, le titulaire modifie la facture en fonction des prestations modifiées.

3.4 - Les prestations de l'accord cadre

Les prestations contenues dans cet accord-cadre sont détaillées dans le CCTP.

3.5 - Délais d'exécution des prestations notifiées

Les demandes d'intervention interviendront pendant les jours et heures ouvrables. L'Université Marie et Louis Pasteur adressera un mail et/ou courrier à la société titulaire du contrat. L'accusé réception du mail sera le point de départ pour le calcul des délais d'intervention.

Au cas où le titulaire préconise un autre moyen pour demander une intervention, ce moyen ne devra pas être payant.

3.6 - Représentation des intervenants de l'accord-cadre

3.6.1 – Personne publique

Au sens du cahier des clauses administratives générales CCAG FCS : entrée en vigueur au 01/04/2021 (arrêté du 30/03/2021) sont désignés :

- **Personne Publique** : Monsieur le Président de l'Université Marie et Louis Pasteur (Pouvoir adjudicateur) ou ses représentants dûment désignés.
- **Comptable assignataire des paiements** : Madame l'Agent Comptable de l'Université Marie et Louis Pasteur.
- **Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur dans l'exécution des dispositions du présent cahier des charges** : les Directeurs de chaque composante, ordonnateurs secondaires

3.6.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire doit désigner un interlocuteur administratif et un interlocuteur technique auprès de chaque service bénéficiaire.

Le titulaire désigne également un responsable de l'accord-cadre auprès de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, les services bénéficiaires et l'Université Marie et Louis Pasteur de toute modification de leurs interlocuteurs.

En outre, le titulaire s'engage à communiquer sans délai à l'Université Marie et Louis Pasteur l'organigramme réactualisé de chacune de ses agences à l'occasion de tout changement de personnel.

3.6.3 - Représentation du service bénéficiaire

Les relations directes entre le titulaire et les correspondants du service bénéficiaire devront toujours être privilégiées.

À cet effet, le prestataire désigne, auprès du service bénéficiaire, un interlocuteur en charge du suivi administratif du marché (prise en charge des bons de commande, facturation etc.) pour chacune de ses agences. Le titulaire désigne également, auprès du service bénéficiaire, un interlocuteur en charge du suivi technique du marché (responsable de l'exécution et du contrôle des prestations).

De son côté, chaque service bénéficiaire a désigné un référent pour chaque site dont les coordonnées seront transmises au titulaire dès le démarrage d'exécution du présent Accord-cadre. S'il n'est pas connu à ce jour, le service bénéficiaire s'engage à désigner ce référent et à en informer le titulaire avant le début d'exécution des prestations.

Par ailleurs, les services bénéficiaires s'engagent à informer, sans délai, le titulaire et l'Université Marie et Louis Pasteur de toute modification des référents de site.

3.6.4 - Remplacement des intervenants du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire devra être agréé par l'Université Marie et Louis Pasteur. A ce titre, dès la notification du marché, le titulaire devra alors fournir les cartes d'identité et les numéros d'immatriculation des véhicules susceptibles d'intervenir dans les bâtiments.

L'Université Marie et Louis Pasteur se réserve le droit de ne plus donner l'agrément et ceci sans justification.

Le personnel du titulaire devra porter des vêtements au nom de la société afin qu'il puisse être identifié par l'ensemble du personnel.

Il doit assurer la formation de son personnel dans les domaines concernés par le marché et doit relayer les consignes transmises par l'Université Marie et Louis Pasteur le cas échéant.

Le titulaire transmettra un organigramme des techniciens affectés à chaque site pour le représenter auprès de l'Université Marie et Louis Pasteur pour toute question touchant à la réalisation des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Le suivi des prestations, objet du marché, est effectué par la Direction du patrimoine immobilier de l'Université Marie et Louis Pasteur, notamment par le biais des interlocuteurs techniques un référent pour chaque site qui sera transmis dès le démarrage d'exécution du présent Accord-cadre.

Article 4 – PIECES CONTRACTUELLES

- L'Acte d'engagement (ATTRI1) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le CCAG FCS : entrée en vigueur au 01/04/2021 (arrêté du 30/03/2021) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ;
- Le règlement de consultation (RC) ;
- DC1 ;
- DC2 ;
- DC4 ;
- Le Cadre de réponse technique ;
- Le Cadre de réponse environnemental ;
- Annexe 1 : Codes services pour facturation ;
- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)
- Les normes françaises homologuées, les recommandations ou spécifications techniques approuvées par arrêtés, décrets ministériels, lois applicables aux prestations objet du marché
- Les normes européennes homologuées en vigueur ainsi que les normes des pays étrangers applicables en France en vertu d'accords internationaux

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, dit « CCAG FCS », approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, s'applique au marché. Le présent marché déroge dans certains cas à ce CCAG FCS. Ce CCAG FCS est consultable librement et gratuitement sur le site internet du ministère chargé de l'économie. Le CCAG FCS n'est pas joint au dossier, mais en aucun cas les parties contractantes ne pourront se prévaloir de leur méconnaissance.

CCAG FCS : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le pouvoir adjudicateur, fait seul foi. Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent document.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est inutile de joindre à l'offre un document « conditions générales de vente ». Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. En effet, s'agissant d'un marché public, seules les dispositions du marché s'appliqueront. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

En outre et d'une manière générale, le titulaire devra veiller à respecter et à faire respecter strictement les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des

prestations objet du présent marché et dont il est réputé avoir une parfaite connaissance, notamment :

- Code du travail
- Règlement sanitaire
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie
- Antitabac
- Amiante
- Plan de prévention

Article 5 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 6 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 - Rappels

Les obligations du titulaire concernant le déroulement des prestations de maintenance sont détaillées à l'article 3.2 du CCTP.

Il est rappelé que le titulaire est astreint à une **obligation de résultat** selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Il est aussi astreint à cette obligation selon les **conditions de fonctionnement à garantir** qui sont, de manière générale, celles définies dans le CCTP et dans le présent CCAP.

La mise en jeu des garanties est liée au respect de ces conditions et des différents matériels. Les objectifs et les résultats (qualité de la maintenance des installations) sont évoqués aux articles 2.1 du CCTP.

6.2 - Obligations générales

Pour les prestations récurrentes et occasionnelles, le titulaire est réputé avoir pris en compte, dans l'établissement de son offre, l'ensemble des sujétions techniques et des contraintes, après visite sur site. En conséquence, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les sites pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations récurrentes ou occasionnelles commandées par les services bénéficiaires.

6.3 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'Accord-Cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont

désignés au plus tard à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.4 - Obligation de conseil auprès du service bénéficiaire

Le titulaire est tenu de signaler au service bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations (dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels etc.).

Le titulaire propose au service bénéficiaire des actions visant à réduire ou à remédier aux dérèglements ou aux dangers potentiels constatés lors de ses interventions de maintenance. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

6.5 - Obligation de confidentialité

Le titulaire, ses salariés et ses éventuels sous-traitants s'engagent à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou, aurait pu avoir, connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations prévues par le présent marché.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire doit respecter scrupuleusement cette obligation de discrétion et être attentif à son respect par l'ensemble des membres de son personnel (y compris par le personnel employé pour une courte durée, stagiaires, intérimaires, contractuels à durée déterminée « CDD »...). À ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Université Marie et Louis Pasteur.

L'Université Marie et Louis Pasteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations du présent article par la société. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute pouvant conduire l'administration à résilier sa commande aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par L'Université Marie et Louis Pasteur au titulaire au titre de l'article 1242 du Code civil ou de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut divulguer ces informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Université Marie et Louis Pasteur.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire en application de l'article 5.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures pour ne pas mettre son personnel en situation de travailleur isolé et respecter la législation en vigueur relative au droit du travail notamment l'article R453-19.

ARTICLE 7 – AUTRES OBLIGATIONS

7.1 - Stockage, emballage, transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG FCS.

- Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.
- De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.
- Les risques afférents au transport des matériels jusqu'à leur lieu de livraison incombent au titulaire.

Par dérogation à l'article 18.4 du CCAG FCS tous les frais de transport et de livraison des matériels jusqu'à leur lieu de livraison sont à la charge du titulaire, même en cas de difficultés exceptionnelles de manutention.

7.2 - Obligation de résultat

Les prestations fournies répondent à la DPGF, au CCAP, au CCTP et annexes du présent marché.

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions utiles, notamment en matière de personnel, pour répondre aux demandes de l'Université.

L'ensemble des prestations à assurer par le titulaire devront être réalisées avec un souci de qualité constant et dans les délais prévus sur le bon de commande. Le titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour une exécution correspondant parfaitement à la demande de l'Université, même en période de canicule.

7.3 - Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;

7.4 - Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché

mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.5 - Environnement et protection des droits fondamentaux des travailleurs

Pour l'exécution du marché, le titulaire s'engage à :

- limiter au maximum la pollution grâce à l'utilisation de procédés non polluants, notamment en mettant en place progressivement les meilleures techniques disponibles pour l'environnement, afin de réduire les impacts environnementaux
- communiquer à l'Université toute la filière de la production, afin d'assurer sa traçabilité
- en vertu de la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail, adopté par la Conférence Internationale du Travail en 1998, mettre tout en œuvre pour respecter les droits fondamentaux suivants:
 - la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948 et convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective de 1949,
 - l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, convention n°29 sur le travail forcé de 1930 et convention n° 105 sur l'abolition du travail forcé de 1957,
 - l'élimination de toute forme de discrimination en matière d'emploi et de profession convention n°100 sur l'égalité de rémunération de 1951 et convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession) de 1958,
 - l'abolition des pires formes du travail des enfants. Convention n°138 sur l'âge minimum de 1973 et convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants de 1999,
 - accepter un contrôle de tous les points susvisés, par un organisme indépendant ou une organisation non gouvernementale, mandaté par l'administration,
 - Plus généralement, le titulaire garantit que les matériaux et matériels utilisés sont conformes aux normes françaises homologuées et que leur usage se fait dans le cadre de la réglementation en vigueur.

7.6 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères ayant pour objet la maintenance multiservices des sites Ile de France. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 15 et 16 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

7.7 - Autres obligations relatives au personnel

Le titulaire affecte à l'exécution du marché les ressources humaines et matérielles nécessaires à un déroulement optimal des prestations.

Le titulaire désigne le personnel nécessaire à la réalisation des prestations confiées. Les statuts sont conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire désigne un responsable de son entreprise chargé de recevoir les bons de commande.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque motif que ce soit.

Le titulaire paie la rémunération de son personnel et les charges sociales, fiscales et autres afférentes à celle-ci. Il souscrit les assurances nécessaires pour se garantir contre les risques encourus dans l'exercice de son activité. L'administration est déchargée de toute obligation en la matière.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel :

- fasse preuve de discrétion ;
- respecte le règlement intérieur des sites ;
- se conforme aux mesures de sécurité et d'exploitation des locaux ;
- n'ait aucune activité ou attitude en inadéquation avec la nature de la prestation ;
- n'introduise pas ou ne consomme de produits illicites sur les sites du titulaire ;
- n'emploie pas à des fins personnelles des matériels du bénéficiaire (téléphones, véhicules, ordinateurs...).

L'Université peut demander, pendant l'exécution des prestations, sans avoir à motiver sa décision, le déplacement ou le remplacement immédiat d'un salarié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants. Le titulaire s'engage, en cas de nécessité et pour quelque cause que ce soit, à remplacer aussitôt le personnel initialement désigné par un personnel de qualification

équivalente, étant entendu que ce changement n'a aucune incidence sur le montant des prestations.

Les prestations se déroulent selon les conditions fixées par l'Université Marie et Louis Pasteur en fonction de la nature des sites. Une liste des sites et des conditions d'intervention correspondantes sera fournie au titulaire avant le démarrage de l'exécution du marché.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention. Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- tous les équipements nécessaires à la bonne réalisation de la prestation ;
- les échelles, échafaudages ;
- les protections ;
- les matériels de télécommunication ;
- les tenues de travail ;

7.8 - Prestations à prix forfaitaire exceptionnel (hors maintenance obligatoire)

Les prestations font l'objet de bons de commande se référant à la tarification contenue dans la décomposition du prix annuel global annexé à l'Acte d'Engagement. Pour chaque prestation forfaitaire concernée, un premier bon de commande couvre la période allant de la date indiquée sur le bon jusqu'au 31 décembre 2024.

Les années suivantes, le bon de commande couvre la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

7.9 - Obligations propres au personnel du titulaire

7.9.1 Responsabilité du titulaire vis à vis de son personnel

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est entièrement responsable du personnel qu'il met à disposition de l'Université Marie et Louis Pasteur pour effectuer les prestations.

Le personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche. Le service bénéficiaire se réserve le droit d'exiger, à tout moment, dès lors que son comportement est de nature à porter préjudice au bon déroulement des prestations ou au respect des personnels et étudiants de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Le titulaire dégage le service bénéficiaire de toute responsabilité en ce qui concerne la sécurité des personnels qu'il emploie, et il prévoit l'ensemble des assurances à contracter.

Le titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion des prestations, ainsi que des vols ou des indiscrétions qui pourraient être commis par ses préposés. Il est responsable de ses ouvriers en toutes circonstances et pour quelques causes que ce soit.

Le titulaire doit notamment enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurités générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par la Personne Publique et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'un document délivré par son entreprise.

Il prend toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière, pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations. Le titulaire sera également responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'Université Marie et Louis Pasteur (bâtiments, terrains, plantations, etc...).

7.9.2 - Accès aux locaux et normes de sécurité

L'accès des préposés du titulaire aux sites et locaux du service bénéficiaire est soumis aux règles générales imposées aux personnes étrangères au service bénéficiaire.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un point sensible ou dans une zone protégée, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par le service bénéficiaire.

D'une manière générale, l'ensemble des règles de sécurité seront transmises par écrit au titulaire, par chaque service bénéficiaire, avant la première intervention. Le titulaire acceptera ces règles et tous les contrôles.

Le titulaire ne sera pas autorisé à faire intervenir sur les sites, du personnel de remplacement qui n'aura pas été agréé par l'Université.

7.9.3 - Liste nominative du personnel

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire fournit au service bénéficiaire, la liste nominative des personnels amenés à intervenir directement sur les sites. Cette liste est tenue à jour régulièrement.

Le titulaire doit fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui pourront être exigés pour la circulation du personnel dans les sites et locaux du service bénéficiaire.

7.9.4 - Hygiène et sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité, les diverses consignes de sécurité générales et particulières au service bénéficiaire et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le titulaire veille à ce que son personnel soit vêtu d'une tenue de travail correcte, adaptée aux besoins et conforme aux règles du code du travail en la matière.

Le titulaire est responsable de la formation de ses employés aux règles d'hygiène et de sécurité et de leur discipline. Tout incident en la matière est porté à la connaissance du service bénéficiaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions fournies par le service bénéficiaire, celui-ci peut prendre, aux frais du prestataire titulaire du marché, les mesures nécessaires

après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

Le titulaire exerce une surveillance continue sur le site, afin d'éviter tout accident aux personnels affectés à l'exécution du présent marché.

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Ces prestations sont soumises :

- aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail ; ces dispositions n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 ;
- aux dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

Il est de plus précisé qu'en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'Accord-Cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux personnels de l'Université Marie et Louis Pasteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'Université Marie et Louis Pasteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il remet dans son offre une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie en cours de validité dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'Accord-Cadre et avant tout commencement d'exécution

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance en cours de marché.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'il en dispose, les matériels, les objets et les approvisionnements qui lui ont été confiés ou dont il a la garde.

Autre obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces documents sont joints à l'offre dématérialisée et déposée sur la plateforme PLACE. Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

7.9.5 - Plan de prévention

Le titulaire doit fournir, à chaque service bénéficiaire, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n°92-158 du 20 février 1992 modifié en date du 1er septembre 1992 et de la circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996.

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire élabore le plan de prévention avec le correspondant de site et avec les personnes en charge du suivi administratif et financier du marché dont les coordonnées figurent dans chaque fiche de recensement de site.

Afin de prévenir tout risque d'accident, le titulaire s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous ses salariés ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants éventuels intervenant sur les sites.

Article 8 - OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

8.1 - Accès aux sites

L'Université apporte toutes facilités nécessaires aux personnels du titulaire, et de ses sous-traitants éventuels, sur les différents sites concernés par le marché, pour l'exécution des prestations qui leur sont demandées.

Chaque service bénéficiaire s'engage à :

- communiquer au titulaire les conditions d'accessibilité des sites, les horaires d'ouverture, et les règles de sécurité en vigueur, notamment des accès réglementés ;
- mettre à la disposition du titulaire tous les moyens pour faciliter l'exécution de ses engagements et l'accès aux sites, et, si nécessaire, aux locaux ;
- informer le personnel du titulaire se trouvant dans ses sites et, éventuellement dans ses locaux, de l'ensemble des réglementations internes ;
- veiller à l'affectation d'interlocuteurs réguliers pour le titulaire et ce, pour toute la durée du marché.

8.2 - Constatation de l'exécution des prestations

8.2.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées par les signataires des bons de commande ou par les personnes qu'ils ont déléguées à cet effet. Elles ont lieu au moment de l'exécution des prestations ou de la livraison des fournitures. Elles constatent la correspondance entre les prestations effectuées et les spécifications du marché et du bon de commande. Le titulaire du marché devra se prêter à toutes les opérations de contrôle auxquelles l'administration jugera utile de procéder.

L'Université se réserve le droit de refuser toute prestation ne correspondant pas à une réalisation correcte et conforme au présent CCAP ainsi qu'aux annexes à l'Acte d'Engagement.

8.2.2 - Vérifications qualitatives

Il convient de se reporter aux dispositions du CCTP.

8.2.3 - Décision après vérifications

L'admission définitive est prononcée à l'issue des opérations de vérification de chaque commande. Elle se concrétise par l'apposition par l'administration de la mention "certification du service fait" sur les factures présentées par le titulaire.

Article 9 – SUIVI DES PRESTATIONS ET VERIFICATIONS

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront effectuées par l'Université, par le biais des interlocuteurs techniques désigné par le service bénéficiaire. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition de la personne, tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle. Ces contrôles ont lieu à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire est tenu de programmer rapidement une nouvelle intervention afin de réaliser des prestations conformes à l'accord-cadre.

En cas de défaillances répétées de la part du prestataire, malgré mise en demeure de procéder à des améliorations restées sans effet, le pouvoir adjudicateur se réserve, dans les conditions de l'article 1144 du Code civil et conformément à l'article 45 du CCAG FCS, la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire. Ce dernier pourra alors être condamné à faire l'avance des sommes nécessaires à cette exécution

Ces opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

En complément des vérifications techniques mentionnées au CCTP, les opérations portent sur :

- le respect des délais d'intervention ;
- la qualité des interventions ;
- le respect du planning d'entretien préventif.

Les prestations peuvent être refusées pour les raisons suivantes :

- non-respect des règles de l'art, des usages professionnels ou bien des prescriptions du CCTP ;

- non-respect des consignes particulières éventuellement indiquées par l'Université Marie et Louis Pasteur.

Le titulaire doit être en mesure de donner à l'Université Marie et Louis Pasteur toute information relative à l'état d'avancement des interventions objet du marché (partie forfaitaire ou accord-cadre).

L'Université Marie et Louis Pasteur se réserve le droit en cas de qualité insuffisante, de non-respect du planning d'appliquer les réfections prévues au présent article 9.2 et à l'article 11 ci-dessous.

Article 10 – MODIFICATIONS DU CONTRAT

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-2 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché. Dans le code de la commande publique, le terme d'avenant a été remplacé par celui de « modification » du marché public.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de modifier le périmètre du marché dans le cas où un changement d'infrastructure devait être effectué au sein de ces bâtiments, suite notamment à des travaux de rénovation ou au remplacement d'un nouveau transformateur.

Ainsi, au cours de l'exécution de ce marché, la liste des équipements à maintenir est susceptible d'évoluer dans les conditions suivantes :

- ajout de services bénéficiaires (hors établissements publics)
- ajout ou retrait de sites
- ajout ou retrait de transformateurs concernant un site déjà intégré au marché

Ces modifications sont réglées par modification de contrat (avenant) préparé par l'Université Marie et Louis Pasteur selon les modalités suivantes :

- **dès que possible**, le service bénéficiaire prévient par écrit l'Université Marie et Louis Pasteur de tout projet d'ajout ou de retrait de site ou de tout ajout ou tout retrait de transformateurs. Le service bénéficiaire joint le descriptif de l'équipement à ajouter ou à retirer du marché et la date d'effet,
- en cas d'ajout de transformateurs au marché, l'Université Marie et Louis Pasteur transmet l'inventaire au titulaire en vue de l'établissement du montant de la maintenance,
- le prix de la maintenance est établi sur proposition du titulaire acceptée par le service bénéficiaire,
- l'Université Marie et Louis Pasteur soumet pour signature une modification de marché au titulaire. Cette décision est enregistrée comptablement, signée par Mr le Président de l'Université Marie et Louis Pasteur ou par son représentant, puis notifiée au titulaire,
- en cas d'ajout de site ou de transformateurs, le service bénéficiaire notifie au titulaire un bon de commande dans lequel le nouveau site ou le nouveau transformateur est ajouté,
- en cas de retrait de site, le service bénéficiaire notifie au titulaire un bon de commande modifié qui remplace le bon de commande émis précédemment. Si ce retrait intervient en cours d'année, la facturation des prestations est proratisée en fonction de la date de retrait,
- Cependant, tout trimestre commencé est dû.

Article 11 – PÉNALITÉS

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution tandis que les pénalités sont mises en œuvre suite à des retards constatés dans l'exécution des prestations.

Les pénalités et les réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire (art. 45 du CCAG FCS).

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et en cas d'application de la présente clause, le titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des fournitures et services non livrés ou non effectués. Si le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire peut être redevable sont déduites du montant forfaitaire du marché public ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue. En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités applicables sans mise en demeure préalable, sont les suivantes :

Non réalisation d'un plan de prévention	Dès la prise d'effet du contrat, le titulaire soumettra au maître d'ouvrage un plan de prévention intégrant l'ensemble des obligations contractuelles assurées par le titulaire, y compris les travaux pouvant être réalisés hors contrat d'entretien. En cas de non présentation du document dans les délais demandés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € HT .
Non signalement danger grave et imminent	Lorsque le titulaire aura manqué à son obligation de conseil et d'information en cas de danger grave et imminent, celui-ci sera redevable sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 500 € HT par constat.
Maintenance préventive systématique	Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique, sera dépassée de plus de 15 jours par rapport aux conditions contractuelles par le fait du titulaire ou lorsque la visite sera manquante, celui-ci encourra, par jour calendaire de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 € HT .
Les pénalités concernant les autres documents	L'absence de remise des documents suivants, au service bénéficiaire, expose le titulaire à des pénalités de 10 € HT par jour calendaire de retard : <ul style="list-style-type: none"> ➤ état des lieux au début du marché et à la fin du marché ➤ rapport d'intervention qui doit être remis dans un délai de 7 jours (cf CCTP p.13)
Non signalement d'intervention/passage	Le titulaire encourra une pénalité de 10 € HT pour le non signalement de son intervention ou passage au service bénéficiaire en dehors du calendrier prévu initialement.
Absence d'un agent en charge d'une des prestations programmées	En cas d'absence d'un des agents en charge d'une des prestations prévues au marché, le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les 2 heures suivant l'heure prévue de démarrage des prestations. Tout retard expose le titulaire à des pénalités de 10 € HT par prestation .
Transformateur en panne suite à une intervention récente	Lorsque le transformateur fait l'objet d'une nouvelle panne dans les deux semaines qui suivent la dernière intervention sur le même transformateur, le titulaire devra trouver la cause et résoudre le problème dans un délai de deux jours après demande du pouvoir adjudicateur. A défaut, le titulaire encourra une pénalité de 20 € HT par jour ouvrés de retard à partir de la fin de ce délai sauf circonstance exceptionnelle et délai précisément justifié par écrit .
Difficulté de communication/retour	Lorsque qu'il s'avère que le service bénéficiaire et/ ou DPI n'arrive pas à joindre le titulaire ou bien l'absence de réponse de celui-ci dans un délai maximum d'une semaine à partir de la demande effectuée, le titulaire

	encourra une pénalité de 10 € HT par jour ouvrés de retard à partir de la fin de ce délai.
Liste nominative du personnel	Lorsque le titulaire ne fournit pas au service bénéficiaire, la liste nominative de son personnel, le titulaire encourra une pénalité de 10 € HT par jour à compter de la date de demande par le service bénéficiaire et/ou DPI.
Absence de respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail	En cas d'absence de respect des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatif à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subit une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Toutefois, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, aux frais et risques du titulaire.
Pénalités pour faute grave	En dehors des poursuites judiciaires ou de la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, une pénalité de 1 000 € HT peut être appliquée, sur simple constat du service bénéficiaire, dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> • portes laissées ouvertes en l'absence du technicien • encombrement du chantier exposant le service bénéficiaire à un risque d'accident • attitude et comportement des intervenants du titulaire exposant le service bénéficiaire à un risque d'accident

Toutes les pénalités sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Article 12 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MESURE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilé à un cas de force majeure, dès lors que cette situation est inconnue au moment de la signature de l'accord-cadre.

Il en est de même si la situation est connue au moment de la signature de l'accord-cadre, mais qu'elle donne lieu à des mesures d'urgence ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « *évènement perturbateur* » au sens du présent article. L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.1 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'Université Marie et Louis Pasteur et elle est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Université Marie et Louis Pasteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'Université Marie et Louis Pasteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Université. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

À ce titre, toute justification permettant au représentant du pouvoir adjudicateur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.2 - Suspension de l'exécution des prestations à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur

Si le représentant du pouvoir adjudicateur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le représentant du pouvoir adjudicateur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au représentant du pouvoir adjudicateur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

12.3 - Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais, et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et il est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

12.4 - Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce la résiliation d'un ou plusieurs lots, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

12.5 - Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par le service bénéficiaire à la suite d'un événement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées (article 38 du CCAG FCS)

Le titulaire adresse au service bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG FCS relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

12.6 - Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

12.7 - Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au représentant du pouvoir adjudicateur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [Ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].

Les coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire ne peuvent être indemnisés.

12.8 - Modalités de communication en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Article 13 – RÉSILIATION

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de **résiliation pour motif d'intérêt général**, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG FCS visé par le présent marché.

Conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, par une décision de résiliation du marché. Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG FCS, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité. Par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, la résiliation pour faute du titulaire peut intervenir sans mise en demeure préalable.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par les articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Article 15 – RÉGIME FINANCIER

15.1 - Forme et évolutions des prix

L'accord-cadre est conclu à prix fermes pendant sa durée totale, toute reconduction comprise.

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC et sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures et Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures et Services, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.

Le cas échéant, les prix forfaitaires mentionnés dans l'offre du titulaire seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Sauf conclusion d'un avenant, aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé à l'Université Marie et Louis Pasteur.

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

Les prestations comprises dans le « forfait » sont réglées par des prix forfaitaires. Ces derniers sont indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour chaque matériel et comprennent les pièces, la main d'œuvre et le déplacement pour effectuer la prestation de maintenance préventive telle que définie au CCTP.

Les prix forfaitaires du marché sont révisables selon les dispositions énumérées ci-dessous.

15.2 - Application de la TVA

Les prix sont établis hors TVA.

Ce sont les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe (au sens de l'article 269 du code général des impôts) qui sont applicables.

Les taux de TVA étant fixés indépendamment de la volonté du titulaire, du représentant du pouvoir adjudicateur et des services bénéficiaires, leur modification éventuelle au cours de l'accord-cadre n'a pas à être constatée par une modification de marché (avenant).

15.3 - Contenu des prix des prestations de maintenance

Les prix du présent accord-cadre sont réputés inclure toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont notamment :

- la main d'œuvre et les frais de déplacement ;
- la mise à disposition du matériel et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations ;
- tous frais liés à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- les frais d'assurance ;
- tous frais liés à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations de respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites. Le prix de la maintenance préventive comprend tous les éléments réglementaires de base nécessaires à la réalisation des visites et des prestations décrites dans le CCTP dont notamment :
 - les consommables nécessaires (produits de lubrification recommandés par le fabricant, produits de nettoyage ...) ainsi que les petites fournitures (fusibles, visserie et boulonnerie, joints, cosses...).
 - l'ensemble des livrables énumérés à l'article 3.1.1 du CCTP
 - l'accompagnement du titulaire lors des visites de contrôle réglementaire (frais de déplacement du personnel, manœuvre des transformateurs nécessaires aux essais et contrôles, remise en marche du transformateur et la fourniture de l'attestation).

15.4 - Variation des prix

15.4.1 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de la date limite de la remise des offres (le mois Mo correspond au mois de remise de l'offre).

15.4.2 - Périodicité de la révision des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année de l'accord cadre. Ils sont ensuite révisables au mois de décembre de chaque année pour une date d'effet au 1^{er} janvier, selon la formule décrite ci-dessous.

15.4.3 - Initiative de la révision des prix de l'accord-cadre

La révision intervient sur proposition du titulaire produit au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année.

Les documents contenant le détail du calcul de la révision et les nouveaux tarifs sont envoyés par le titulaire, pour validation, à l'Université Marie et Louis Pasteur, à l'adresse mail suivante :
service.marches@univ-fcomte.fr

Sa proposition de révision des prix, établie compte tenu de la formule de révision mentionnée ci-dessus, en faisant apparaître les pourcentages de variation par rapport aux prix initiaux du présent marché.

Lorsque l'acheteur a accepté la proposition, il le notifie par mail au titulaire et ce avant la date d'entrée en vigueur des prix révisés.

Si le titulaire ne communique pas sa demande de révision des prix a minima dans les quinze (15) jours ouvrés (hors période de fermeture de l'établissement) précédant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle période, les prix sont réputés non révisés pour l'année N+1, sans notification quelconque de l'acheteur.

15.4.4 - Liquidation de la révision des prix de l'accord-cadre

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale reste inchangée (arrondi par défaut).

Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

15.4.5 - Formule de la révision des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont révisables chaque année à la date anniversaire de l'accord cadre. En cas de reconduction anticipée, la date de révision des prix demeure inchangée.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres initiales ou des offres finales dans l'hypothèse de négociations. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [20,00\% + 80,00\% (I_n/I_o)]$$

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- I(n) est le dernier indice connu et publié le mois précédent la date anniversaire du marché
- I(o) est l'indice du mois de remise des offres initiales (mois 0).

L'index utilisé, publié sur le site de l'INSEE, est le suivant :

Identifiant 001565183

- Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de coefficient de révision sera à la charge du titulaire du marché qui devra le transmettre par mail pour validation par l'acheteur. Cette transmission devra avoir lieu au moins 15 jours avant la date anniversaire du marché.

15.4.7 – Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de **5% maximum** au cours d'une année d'exécution de l'accord-cadre.

15.4.8 – Clause de sauvegarde

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, lorsque la révision des prix selon les modalités mentionnées ci-dessus génère une augmentation des prix initiaux supérieure à 5,00 % au cours d'une année d'exécution de l'accord-cadre.

La hausse du prix, pour l'application de la clause de sauvegarde, est appréciée sur la base de l'évolution de la somme des prix des produits référencés dans les annexes financières.

Article 16 – MODALITES DE REGLEMENT

16.1 - Avance

L'avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du code de la commande publique.

16.2 - Retenue de garantie et cautionnement

Sans objet.

16.3 - Règlement des comptes

Le paiement des prestations afférentes à ce marché est à la charge de chaque service bénéficiaire.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG FCS.

Chaque service émetteur d'un bon de commande prendra en charge le règlement des prestations qu'il a commandées.

Les demandes de paiement sont adressées, **à terme échu**, directement aux services facturiers dont les adresses figurent sur le bon de commande, et, non pas au correspondant de site.

L'unité monétaire qui s'applique dans le cadre du présent marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

16.3.1 - Facturation des prestations de maintenance préventive obligatoire

La facturation des prestations de maintenance préventive est **trimestrielle**, à terme échu.

La facture fait apparaître obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro et référence du marché
- la période au titre de laquelle le paiement est demandé
- le site concerné
- le transformateur concerné
- la valeur totale de la prestation pour la période trimestrielle à laquelle se rapporte la facture

Elles devront être regroupées et libellées à l'ordre des unités budgétaires de l'Université Marie et Louis Pasteur en se référant à l'annexe 1 du présent CCTP (une facture par regroupement de transformateurs). Elles seront également transmises à la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Université Marie et Louis Pasteur. (Adresse et contact : se référer à l'article 1 Préambule du présent CCAP)

Ces regroupements peuvent être appelés à évoluer sur demande de l'Université. Les modifications demandées devront pouvoir être opérationnelles dans la facture trimestrielle suivant l'entrée ou le retrait d'un transformateur, ou au plus tard au 1^{er} janvier de l'année suivante en cas de modification de l'affectataire sur un des transformateurs déjà saisi.

16.4 - Modalités de facturation

Le paiement est effectué selon les règles de la comptabilité publique, en euros et après la certification du service fait réalisé par le service bénéficiaire.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

La dématérialisation du traitement des factures permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement dans l'application comptable interministérielle Chorus.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro, accessible par internet, à l'URL suivante :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

en :

- déposant ses factures
- en saisissant en ligne ses factures sur le portail

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures sont disponibles à l'adresse suivante : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

- SIRET de l'Université Marie et Louis Pasteur : 938 106 564 00017
- Cadre de facturation : A1 Dépôt d'une facture par un fournisseur
- Engagements Juridiques : ces derniers correspondront aux numéros des bon de commande fournit, au fur et à mesure des besoins, par l'Université Marie et Louis Pasteur
- Numéro de marché : ce dernier vous sera communiqué lors de la notification du marché
- Code service : ce dernier est indiqué sur les bons de commande émis par l'Université Marie et Louis Pasteur

Le titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures.

Le support Chorus Factures peut être contacté à l'adresse :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

La personne publique accepte ou refuse la facture. Elle la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique.

Le comptable assignataire est désigné dans chaque bon de commande.

Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'acte d'engagement, ouvert par le titulaire.

16.5 - Contenu de la facture

La demande de paiement portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms ou la raison sociale, et adresse du titulaire
- la date d'émission de la facture
- la désignation des parties contractantes du marché (l'émetteur et le destinataire de la facture).
- le numéro SIREN ou de SIRET, le code APE, et le numéro de TVA intracommunautaire de l'émetteur
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- les références du marché (le numéro d'engagement juridique, numéro de marché) et, éventuellement, de chacun des avenants
- le numéro du bon de commande préalablement émis par le service bénéficiaire
- le numéro de la facture

- le détail précis et le lieu d'exécution des prestations effectuées **par transformateurs** ainsi que les prix (ou de la vente du produit)
- le montant HT et TTC de la prestation exécutée,
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- le numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA : TVA : Taxe sur la valeur ajoutée (autoliquidation)
- le taux et le montant de la T.V.A ainsi que les taxes parafiscales le cas échéant,
- le montant total, T.V.A. comprise, arrêté en toutes lettres,
- la date de livraison (vente ou prestation)
- la date ou délai de paiement, conditions d'escompte le cas échéant

D'autres mentions doivent être inscrites sur la facture selon les cas particuliers suivants :

- Si le vendeur a un régime de franchise de TVA, ajouter la mention « TVA non applicable, art. 293 B du Code général des impôts ».
- Si le sous-traitant ne déclare plus la TVA, c'est l'entreprise principale qui la déclare : mention « autoliquidation de la TVA » et indiquer qu'il s'agit d'un « montant hors taxe ».
- Pour les artisans ou les micro-entrepreneurs exerçant une activité artisanale pour laquelle une assurance professionnelle est obligatoire, mentionner l'assurance souscrite au titre de l'activité.

Chaque facture doit indiquer les références de chacune des commandes. Chaque facture non conforme ou non déposée sur la solution mutualisée Chorus Pro sera automatiquement renvoyée.

L'Université Marie et Louis Pasteur paiera par virement administratif dans le délai de trente jours comptés de la réception de la facture après vérification du service fait. À défaut de paiement sous trente jours, l'Université Marie et Louis Pasteur versera au titulaire des intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne. Attention : le délai de paiement de trente jours mentionné supra ne s'entend que pour les factures régulièrement déposées sur la solution mutualisée Chorus Pro.

16.6 - Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai maximum de paiement, sur lequel le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage, est de 30 jours, conformément au titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10 à 12 du CCAG FCS., et dans un délai global de paiement de trente jours à compter de :

- la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s)

- ou de la date de fin de réalisation de la prestation si la facture est antérieure à cette date.

Lorsqu'il est imputable à l'Administration, le dépassement du délai global de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché à compter du jour suivant l'expiration de ce délai dans les conditions prévues à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale Européenne à des opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. (7 points pour les marchés soumis au code des marchés publics avant le décret).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40.00 euros. Article R 2192-35 du code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement. Lorsque ces frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires, applicable pour le calcul de l'indemnisation complémentaire, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Toutefois, si l'Université est empêchée, du fait du titulaire, de procéder à une opération nécessaire audit paiement, ledit délai est suspendu pour une période égale au retard qui en a résulté.

La suspension du délai ne peut intervenir qu'une seule fois par facture et par l'envoi, par la personne signataire du marché, au titulaire, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre indiquera qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute le jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de la réception, par la personne signataire du marché, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Les règlements seront effectués par virement, au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

16.7 – Réfactions

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisantes donneront droit à paiement.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG FCS, lorsque le représentant légal du pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées (25% de moins sur le prix mensuel de la prestation admise en l'état).

Lorsque le représentant légal du pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il prononce le rejet partiel ou total dans les conditions décrites à l'article 30.4 du CCAG FCS 2021.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après convocation du titulaire ou son représentant et elles sont motivées par écrit.

Les prestations non exécutées constatées par les référents devront être refaites par le titulaire. Celui-ci devra dans un délai très court défini par le référent du site prendre toute disposition pour effectuer cette remise en état.

16.8 - Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'Université Marie et Louis Pasteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état **annuel** de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'Université Marie et Louis Pasteur, dans un délai maximal de **15 jours** à compter de la demande;

16.9 - Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au titulaire la copie de l'Acte d'Engagement et des annexes financières.

L'Université Marie et Louis Pasteur délivre uniquement l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du titulaire.

Article 17 – DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 - Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'en attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font : par l'outil de messagerie de la plateforme des achats de l'état (PLACE).

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai se font par messagerie électronique.

17.2 - Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En outre, l'ensemble des communications écrites ou orales, durant la phase d'exécution de l'accord-cadre, s'effectue en langue française.

17.3 - Sous-traitance

Toute prestation confiée à un sous-traitant après la notification du marché doit faire l'objet **d'une demande préalable d'agrément auprès de l'Université Marie et Louis Pasteur**. Pour se faire, le titulaire du marché doit fournir les pièces suivantes :

- Une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), complétée, datée et signée par le titulaire et le sous- traitant, et porteuse du cachet de ces derniers ;
- Une preuve de l'inscription du sous-traitant au registre du commerce et des sociétés ou de l'inscription au répertoire des métiers (K-BIS);
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions incombant au sous-traitant (URSSAF);
- Une attestation ou certificat délivré par les administrations compétentes prouvant que le sous-traitant a satisfait ses obligations fiscales (Attestation de régularité fiscale);
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les risques relatifs à la prestation ;
- Une attestation d'assurance décennale ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire du sous-traitant dans le cas où ce dernier bénéficie du paiement direct (prestation supérieure à 600 € TTC) Les prestations du sous-traitant ne sauraient être exécutées, donc rémunérées, avant la notification au titulaire et au sous-traitant de l'agrément des conditions de paiement de ce dernier.

L'Université Marie et Louis Pasteur interdit cependant le recours à la sous-traitance pour les prestations relevant de la partie forfaitaire récurrente.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Université Marie et Louis Pasteur, le titulaire doit présenter son sous – traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4, téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement prévues et, le cas échéant, les modalités de variation de prix
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Université Marie et Louis Pasteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Université Marie et Louis Pasteur est réputée avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement. Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant libellée au nom du pouvoir adjudicateur, revêtue de son acceptation.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

En outre, dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

17.4 - Assurances

17.4.1-Communication des attestations d'assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les polices et attestations spécifiant que le titulaire est assuré pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans les sites concernés, seront communiquées sur demande du pouvoir adjudicateur avant la notification du marché, puis fournies ensuite chaque année pendant la durée du marché.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

17.4.2 - Dispositions générales

Le prestataire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché. Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement : à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à ces tiers.

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Le titulaire a la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

Le titulaire doit informer immédiatement l'Université Marie et Louis Pasteur de toutes anomalies importantes susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

17.4.3 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent contracter les assurances destinées à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations du marché.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le prestataire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle.

Le titulaire devra transmettre une attestation en cours de validité au Pouvoir Adjudicateur tous les 6 mois. De plus et à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire devra être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire devra justifier avoir souscrit toutes les assurances inhérentes à la réalisation des prestations objets du présent marché

17.5 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, à l'Université Marie et Louis Pasteur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

D'une manière générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'Université Marie et Louis Pasteur.

En cas de manquement, l'Université Marie et Louis Pasteur ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

17.6 - Transmission des attestations fiscales et sociales

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/>

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du marché seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10 et suivants, L.3243-1 et suivants du code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer à la personne publique, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, à savoir :

- **une attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- **une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale**, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises, lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-3 du code du travail, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Quand le cocontractant emploie des salariés étrangers, il fournit : une liste nominative de ces salariés comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Quand le cocontractant établi à l'étranger détache des salariés sur le territoire national pour l'exécution de l'accord-cadre, il fournit : **une liste nominative des salariés étrangers** soumis à autorisation de travail, comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire, pour ses sous-traitants, les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré.

17.7 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17.8 - Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de ce marché puissent être divulgués par le représentant du pouvoir adjudicateur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise

d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

17.9 - Différends

L'Université Marie et Louis Pasteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'Université Marie et Louis Pasteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

17.10 - Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le Tribunal Administratif de Besançon :
30, Rue Charles Nodier- 25000 BESANCON – 03.81.82.60.00 :

<https://besancon.tribunal-administratif.fr/>

Article 18 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7.1 - Stockage, emballage, transport du présent CCAP déroge à l'article 18.4 du CCAG FCS précisément relatif aux frais de transport et de livraison des matériels jusqu'à leur lieu de livraison sont à la charge du titulaire, même en cas de difficultés exceptionnelles de manutention.

L'article 11 – Pénalités du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 13 – Résiliation du présent CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG FCS précisément lorsque la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité. Cet article déroge également à l'article 41 du CCAG FCS précisément la résiliation pour faute du titulaire peut intervenir sans mise en demeure préalable.

L'article 15.4.8 – Clause de sauvegarde du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS précisément quand le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, lorsque la révision des prix selon les modalités mentionnées à l'article 14.4.5, génère une augmentation des prix initiaux supérieure à 5,00 % au cours d'une année d'exécution de l'accord-cadre.

L'article 16.8 - Nantissement et cession de créance du présent CCAP déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS précisément dans le cas où seuls seront notifiés au titulaire la copie de l'Acte d'Engagement et des annexes financières.

Article 19 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Obligations des parties :

Certaines données transmises par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le maître d'œuvre doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le maître d'ouvrage, en sa qualité de responsable de traitement et le maître d'œuvre, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant :

Le maître d'œuvre s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le maître d'œuvre collabore avec le maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le maître d'œuvre veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le maître d'œuvre s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du maître d'ouvrage toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le maître d'œuvre s'engage à communiquer au maître d'ouvrage dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre

d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le maître d'ouvrage, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du maître d'œuvre est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le maître d'œuvre demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du maître d'œuvre au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Concernant l'Université Marie et Louis Pasteur, ces opérations de traitement sont plus particulièrement sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de **Mme Justine PIRANDA**, juriste, que le maître d'œuvre mandataire, les cotraitants et sous-traitants peuvent contacter, pour exercer leurs droits ou pour toute question sur ce traitement de leurs données, par courriel à l'adresse électronique suivante : **dpd@univ-fcomte.fr** ou par voie postale à l'adresse suivante :

Université Marie et Louis Pasteur
Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
A l'attention de Mme Justine PIRANDA
1 rue Claude Goudimel
25000 BESANCON

Ces obligations respectives des parties, en application de l'article 5.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, seront établies dans l'annexe - Protection des données personnelles jointe au présent CCAP.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du maître d'œuvre pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

A :

Date :

Signature :